

CONTRE LE « CHOC DES SAVOIRS », POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE !

DES ANNONCES TOUJOURS PLUS INÉGALITAIRES !

Avec ses annonces du 5 décembre, le ministre Gabriel Attal nous propose un projet d'école inégalitaire, libérale et réactionnaire, dans la droite lignée de celle de Blanquer. Il prétend changer de méthode mais sur le fond, la politique qu'il propose est la même. Groupes de niveaux en 6^e et 5^e, redoublement, classe « prépa-lycée » pour celles et ceux qui n'obtiennent pas le Brevet : c'est une école à deux vitesses qui se profile. **Nous savons pourtant bien qu'elle renforce les inégalités !**

Union
Solidaires

éducation
Sud93

Notre école est déjà inégalitaire. Les résultats de l'enquête PISA, publiés le jour de l'annonce du ministre et sur lesquels il s'appuie, confirment encore une fois l'importance du lien entre statut socio-économique et performance au PISA. Ce n'est ni le seul ni le meilleur baromètre de l'état de l'école en France mais même lui souligne que c'est dans l'école publique que les élèves des milieux défavorisés ont les meilleurs résultats.

Il n'y a pas besoin de trier les élèves mais bien de promouvoir la mixité sociale qui permet à tous·tes de progresser.

UN PROGRAMME LIBÉRAL ET RÉACTIONNAIRE !

Le programme libéral du gouvernement se traduit ici par des « stages de réussite » pendant les vacances scolaires, une scolarité « aménagée » avec un volume horaire augmenté temporairement au détriment d'autres disciplines, le retour à des résultats chiffrés et un poids plus important de l'épreuve finale au Brevet. Les élèves les plus fragiles auront donc moins de vacances, moins de musique et d'EPS...

Ce ne sont pas ces solutions qui vont aider dans le cas de situations médico-sociales difficiles. Ce n'est pas en séparant les élèves ou en leur donnant des cours en plus qu'on les aidera, c'est en les accueillant tous·tes ensemble dans une même classe.

Nous avons besoin de personnels formés dans les établissements. Nous avons besoin de plus de postes d'AESH, or les recrutements sont très difficiles en raison de la précarité de leurs conditions d'emploi et de travail. Une revalorisation et la création d'un véritable statut est indispensable.



Le gouvernement nous propose une école réactionnaire avec le retour à un fonctionnement par « niveaux », comme au temps jadis où l'élite accédait au Graal du lycée, alors que les autres se contentaient du certificat d'études : une école d'avant le collège unique.

Des manuels obligatoires et labellisés seraient une attaque à la liberté et à la diversité pédagogique.

Dans cette école, les élèves séparé·es selon leur niveau, auraient toutefois la chance d'être toutes et tous habillé·es pareil : le ministre propose en effet le retour de l'uniforme dont il prétend qu'il pourrait lisser les inégalités et améliorer les résultats, le climat scolaire...

C'est au contraire une école émancipatrice que nous revendiquons, qui donne à toutes et tous les élèves les outils et les connaissances nécessaires pour comprendre le monde dans lequel ils et elles évoluent et développe l'esprit critique indispensable pour faire des choix. Cette réforme, avec l'aménagement des horaires, privera certain·es élèves d'enseignements qui pourraient leur plaire, leur permettre de s'épanouir, et de développer des compétences sociales et émotionnelles... le ministre entend donc les priver de tout cela, sous prétexte qu'ils et elles ne sont pas à niveau en maths et en français ?!

Sur la question du redoublement, notre ministre, cherche à opposer les enseignant.es aux familles alors que, nous le savons bien, c'est la concertation avec les familles qui permet d'accompagner au mieux les élèves.

Et que dire de cet élément de langage : « le choc des savoirs » ? Les besoins de l'Éducation Nationale ne sont pas ponctuels ! Il faut y répondre sur le long terme. Le ministre parle aussi de miracle. Il acte ainsi la situation catastrophique et le manque de moyens de notre institution. Nous œuvrons chaque jour par des pédagogies émancipatrices non pas à « sauver » quelques élèves touché.es par la grâce, mais à permettre aux élèves de devenir des individus épanouis et des citoyen·ne·s capables de réfléchir par eux et elles-mêmes.

POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE !

Dans le 93, face à un état des lieux catastrophique : un plan d'urgence est nécessaire !

Depuis des années les conditions d'enseignement se dégradent pour les personnels comme pour les élèves sur le dos desquels l'état fait des économies toujours plus importantes :

- manque de moyens humains : postes d'enseignement, de vie scolaire, d'AESH, de personnels medico-sociaux, de personnels ATTEE, de remplaçant-es...
- explosion des effectifs : classes de plus en plus surchargées, inclusions des élèves ULIS et UPE2A non prises en compte dans les effectifs,
- problèmes matériels : établissements surchargés, délabrés et mal dimensionnés, manque de moyens et d'entretien

C'est pourquoi nous revendiquons :

- **des créations de postes à hauteur des moyens**
- **la titularisation des personnels précaires**
- **la baisse des effectifs dans les classes**
- **une véritable augmentation des moyens matériels alloués aux établissements**

POUR CHIFFRER CES BESOINS AU PLUS PRÈS DE LA RÉALITÉ, L'INTERSYNDICALE CGT-CNT-FSU-SUD DU 93 A LANCÉ UNE GRANDE CONSULTATION POUR RECUEILLIR LES DOLÉANCES DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION DU DÉPARTEMENT.

25 ANS APRES LE SUCCES DE LA MOBILISATION POUR UN PLAN D'URGENCE DANS LE 93, PRÉPARONS LA MOBILISATION POUR REGAGNER LES MOYENS NÉCESSAIRES A UN SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION ÉGALITAIRE ET DE QUALITÉ !

Union
syndicale
Solidaires

éducation
Sud 93

SUD éducation 93
📍 **Bourse du Travail de Saint-Denis,**
9-11 rue Génin, 93200 Saint-Denis
☎ **06 88 66 47 23**
✉ **contact@sudeducation93.org**